

APPEL A CANDIDATURE

VINGT-CINQ BOURSES EN VUE D'UNE VASTE ENQUETE DE TERRAIN SUR LES EXPERIENCES DEMOCRATIQUES EN AFRIQUE

Le déficit de recherches empiriques et pluridisciplinaires sur les territoires africains contribue au renforcement du sentiment selon lequel la démocratie serait un pur objet d'importation, extérieur à l'histoire africaine et sans enracinement dans les cultures locales et les mentalités. Cette perception est renforcée par la recherche académique traditionnelle. Souvent enfermée dans des silos disciplinaires et utilisant souvent des concepts et des modèles théoriques décontextualisés, elle est passée à côté des connaissances et compréhensions indispensables à l'analyse des défis démocratiques contemporains.

C'est la raison pour laquelle dans le cadre du programme de recherche intitulé *Fresque de la démocratie*, la Fondation de l'innovation pour la démocratie initie une **vaste enquête de terrain dont l'objectif est d'assurer la collecte, la description fine et l'analyse de données nouvelles sur les expérimentations démocratiques en Afrique.**

Pour ce faire, la Fondation lance un appel a candidature en vue du financement de **25 bourses individuelles d'un montant de 2,5M de Francs CFA chacune.**

Cette initiative part du postulat selon lequel les communautés sont actrices de la construction de leurs territoires, de leurs localités et de leurs savoirs et en capacité de contribuer activement aux recherches et dynamiques de production des connaissances utiles a la vie commune.

1. Contexte et justification

1.1. L'Afrique fait l'expérience de transformations multiples et simultanées. Celles-ci se traduisent par des ruptures en cascade, une intensification des luttes pour l'accès

aux moyens d'existence, le retour des enjeux de masse et l'apparition de nouvelles inégalités et de nouveaux conflits, notamment entre genres et générations.

1.2. **L'arrivée dans l'espace civique de celles et ceux qui sont né.e.s dans les années 1990** en particulier et qui ont grandi dans un temps de métamorphoses constitue, à cet égard, un événement-charnière. Il coïncide avec un réveil technologique de l'Afrique, une accélération des processus d'invention culturelle et artistique, l'intensification des pratiques de mobilité et de circulation et la quête multiforme d'un modèle de développement puisant dans la richesse de nos traditions propres. Enjeux démographiques, économiques et politiques s'entrecroisent désormais, ainsi que l'attestent les contestations, en cours, des formats politico-institutionnels issus de la décennie 1990, l'emprise croissante du néo-souverainisme sur les imaginaires et la défiance croissante à l'égard de la démocratie électorale.

1.3. Cette défiance va néanmoins de pair avec **le désir des populations africaines de vivre dans des Etats de droit** où les libertés fondamentales sont garanties par la constitution; où le moment venu, les Anciens savent faire place aux jeunes aux fins de régénération sociale; où l'alternance au pouvoir est la norme plutôt que l'exception; où les dirigeants, respectueux des citoyens et redevables à leurs peuples sont choisis librement et défendent les intérêts et la souveraineté du continent sur la scène internationale. Nombreux sont, en effet, les citoyen.n.es qui prennent d'ores et déjà leur destin en main, dans le cadre de communautés viables, basées sur l'épanouissement intégral de toutes leurs composantes et le soin du vivant.

1.4. Porté par de nombreux collectifs, associations et communautés de base, ce désir d'une démocratie substantive, fondée sur nos langues, nos savoir-faire, nos héritages culturels et nos mémoires, s'incarne d'ores et déjà dans **diverses expériences de terrain qu'il s'agit de cartographier, de documenter et, au besoin, de modéliser et de disséminer**. C'est aussi le cas des luttes pour l'accès équitable aux moyens d'existence, qu'il s'agisse de l'eau, de la terre, d'un bout de pâturage, de la nourriture, de la santé, du logement, de la mobilité, de la formation en vue d'un emploi, de l'éducation ou du droit à un environnement sain.

1.5. La vaste enquête lancée par la Fondation a pour objectif de documenter ces expériences et d'en rendre fidèlement compte dans le cadre du programme de recherche sur *La Fresque de la démocratie*.

1.6. Nous cherchons en particulier des exemples de pratiques de terrain qui ouvrent d'ores et déjà, *par le bas*, la voie à de profondes transformations de la culture et du pouvoir ainsi que des imaginaires de la démocratie. Ces pratiques et ces expérimentations ont cours dans les terroirs et les localités, au sein des communautés et des voisinages, dans les zones rurales comme dans les milieux urbains. Elles entretiennent toutes des rapports étroits et multiformes avec *l'économie de la subsistance*.

Nous recherchons aussi des expériences de mise en commun et de mutualisation, par les acteurs de la société, de leurs savoir-faire.

2. Les enquêtes sont guidées par les principes généraux suivants:

2.1. En tant qu'élan créatif, tout pouvoir démocratique est au service de la vie, de la communauté et du vivant.

2.2. La communauté démocratique est une communauté de soin - soin des corps, soin des esprits, des ancêtres, des habitats et milieux de vie, des institutions, des relations avec l'environnement.

2.3. Pour reconstituer son potentiel vital, la communauté démocratique a besoin d'un renouvellement constant des générations et d'un leadership transformationnel.

2.4. Cette nouvelle éthique du pouvoir prend appui sur les valeurs du Matrimoine.

2.5. Elle exige des compétences que l'on ne peut acquérir qu'au sein de nouvelles communautés d'apprentissage.

3. Axes prioritaires

3.1. Le travail d'observation (y compris participante), de cartographie et de documentation s'effectuera le long de quelques axes prioritaires et posera les bases permettant de répondre aux questions suivantes: *Comment se construit concrètement la démocratie substantive dans des pays où la majorité de la population est composée de jeunes et de femmes; ou seule une minorité de la population dispose d'un travail salarié; ou face aux risques de toutes sortes, le plus grand nombre ne bénéficie ni de sécurité, ni de protection; et où les luttes informelles pour la subsistance constituent le moteur de l'existence sociale et collective?*

3.2. En effet, dans l'ensemble des pays couverts par la Fondation, le pouvoir fonctionne sur un mode vertical. Les femmes et les jeunes générations peinent à être représentées dans les sphères officielles de responsabilité et de la décision. Les expériences d'ouverture du champ politique et d'élargissement de la sphère civique sont fragilisées par la persistance d'une culture gérontocratique et patriarcale. Cette stagnation institutionnelle va de pair avec la montée des inégalités de classe, la recrudescence des conflits inter-générationnels et de genre et, dans bien des cas, le recul prononcé de l'Etat de droit.

3.3. La vie politique et sociale de nos pays est caractérisée par le divorce entre, d'une part, l'extraordinaire créativité des sociétés (portée par les jeunes et les femmes) et, d'autre part, l'inertie des institutions officielles. Pour pallier aux blocages qui résultent de cette dichotomie, les acteurs sociaux sont obligés soit de contourner les institutions officielles, soit de les privatiser ou d'improviser et d'innover sans cesse. A quelles stratégies ont-ils recours? Quels savoirs sociaux produisent-ils au fur et à mesure qu'ils mettent ces stratégies en oeuvre? Quelles nouvelles formes institutionnelles inventent-ils? Quelles sont les recompositions culturelles, linguistiques, artistiques, technologiques et religieuses qu'entraînent cette créativité sociale? Quelle place occupent les institutions traditionnelles dans ces recompositions?

3.4. Les jeunes et les femmes sont les actrices et acteurs centraux de ces innovations. Les innovations portées par les jeunes et les femmes ont lieu soit dans le cadre de projets individuels, soit dans le cadre communautaire et des associations de taille variable qui forment le tissu de la société (clubs d'épargne, associations féminines, coopératives, sociétés de funérailles, associations d'aide mutuelle, mouvements religieux, gouvernance des ressources naturelles et de l'environnement, santé des femmes, économie informelle, luttes pour la subsistance etc.). *L'enquête* vise à documenter les pratiques, savoirs et savoirs-faire produits au sein de ce secteur communautaire et au sein des institutions informelles, à identifier les compétences citoyennes des acteurs et actrices qui y sont impliquées, ainsi que les formes de leadership qui sont à l'oeuvre dans ces pratiques et expérimentations.

3.5. La crise ne cessant de s'intensifier, une part importante des attributions de l'Etat et des services publics sont reprises par le secteur informel, au sein de *l'économie de subsistance*. C'est dans le cadre de cette économie de subsistance que s'exprime souvent la volonté des citoyens d'entreprendre; que se développent les stratégies de survie; que prend forme le sens de l'intérêt collectif; et que se déroule la recherche de pouvoir et de prestige.

3.6. La participation citoyenne au niveau des terroirs et des milieux ruraux s'effectue en partie par le biais des institutions traditionnelles (chefferies etc..) et des cercles de voisinage. Maintes initiatives locales visant la transformation de leurs territoires et communautés (entraide mutuelle, transports, ramassages des ordures et assainissement, fonctionnement des établissements scolaires, affaires culturelles, construction de puits, de salles de réunion, organisation des marches etc..) au sein de groupements associatifs.

4. Conditions

Les candidat.e.s doivent avoir au minimum un *Masters Degree* dans l'une des disciplines suivantes: géographie, sciences politiques, littérature, sociologie, histoire, études urbaines, anthropologie, études féministes et de genre etc...

Le sujet retenu doit obligatoirement s'inscrire dans l'une des thématiques mentionnées dans 1.4, 3.1., 3.3., 3.4., 3.5 et 3.6. Il doit impérativement se prêter à une enquête de terrain. Les candidatures et thématiques n'ayant aucun rapport direct avec une enquête de terrain ne seront pas retenues.

Le dossier de candidature doit obligatoirement inclure les détails et éléments suivants:

- **Lettre de motivation:** une justification du choix du thème, lieu de l'enquête (maximum 2 pages, simple interligne).
- **Projet de recherche** (maximum 5 pages, simple interligne): indiquer avec clarté et précision : (1) le thème retenu; (2) l'axe dans lequel il s'inscrit (1.4; 3.1.; 3.3.; 3.4.; 3.5.; 3.6); (3) les 4 grandes questions de recherche autour desquelles s'organise l'enquête de terrain; (4) la localité dans laquelle se déroulera l'enquête de terrain; (5) les principaux acteurs ou institutions qui seront interviewées; (6) les méthodes d'enquête qui seront privilégiées; (7) comment les résultats seront disséminés.
- **Curriculum Vitae**

Le dossier doit être envoyé à l'adresse suivante: guy.dely@innovationdemocratie.org

Date de clôture: 30 Novembre 2025.

5. Modalités concrètes de mise en œuvre:

- Ces projets individuels bénéficient chacun d'un financement d'un montant de 2,5M de Francs CFA.
- Un séminaire de formation aux méthodes de l'enquête de terrain aura lieu au cours du premier trimestre 2026. Un séminaire de restitution sera organisé avant la clôture du programme.

- Les projets retenus seront mis en réseaux pour échanger sur les pratiques et renforcer les synergies.
- Les résultats des recherches alimenteront la *Fresque de la démocratie*.
- Tout au long du parcours, un programme de débats, tables rondes, conférences en lignes, podcasts et vidéos sera mis en place sur les plateformes digitales de la Fondation.